

Caminando En marche!



La pandémie nous a enfermés, laissant carte blanche au système

Félix Molina

Volume 35, numéro 1, 2021

Brisons le silence en temps de pandémie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95530ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (imprimé)

2563-6464 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Molina, F. (2021). La pandémie nous a enfermés, laissant carte blanche au système. *Caminando / En marche!*, 35(1), 24–27.

Tous droits réservés © Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La pandémie nous a enfermés, laissant carte blanche au système

Par Félix Molina

Avec la collaboration d'Éva Mascolo-Fortin

Le dernier examen périodique universel du Honduras s'est conclu au début novembre devant les Nations unies à Genève. Dans ce processus, le Conseil des droits humains a émis 200 nouvelles recommandations abordant de front les violations continues des droits humains. En d'autres termes, la situation est grave et persiste malgré la pandémie. Les récentes disparitions forcées sans enquêtes, l'impunité historique des disparitions, la criminalisation des défenseur-e-s des droits humains, la militarisation disproportionnée du pays et les crimes haineux ont marqué cet exercice de reddition de comptes.

Or, depuis mars 2020, la communauté des droits humains est confinée chez elle, et ce, par respect et en solidarité avec la collectivité, mais également en raison des slogans de santé publique imposés dans le sang et le feu par les forces armées du régime au nom de la COVID-19, dans ce pays qui compte parmi les plus pauvres des Amériques.

Dans un pays soumis à douze années continues d'autoritarisme depuis le coup d'État de 2009, la distanciation « sociale » est un instrument supplémentaire de violation des droits humains dans les mains des institutions issues de cette rupture démocratique. La police, l'armée et ses partenaires du crime organisé ont profité des neuf derniers mois pour renforcer en toute impunité leur contrôle sur les rues et espaces publics désertés.

Pendant la pandémie, les communautés garifunas de Punta Piedra, de Río Tinto et de Triunfo de la Cruz ont perdu sept dirigeants qui défendaient leurs territoires : deux ont été tués et cinq ont été portés disparus. Ces derniers militaient avec l'Organisation fraternelle noire du Honduras, OFRANEH¹, qui exige le respect d'une sentence de la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH) ayant ordonné la restitution de territoires accaparés par l'État et par des intérêts privés aux communautés noires.

Dans la communauté de Guapinol, à Tocoa, Colón, le Comité environnemental pour la défense de la montagne « Carlos Escaleras » s'est vu empêché par les autorités de soutenir la défense de huit de ses membres emprisonnés sous prétexte des restrictions liées à la pandémie, alors que la procédure judiciaire, elle, a suivi son cours, et que la compagnie minière n'a pas été restreinte dans ses représentations auprès des tribunaux, dévoilant la géométrie variable de la gestion du confinement.

À Tegucigalpa, la capitale du Honduras, le bilan de l'année de la COVID-19 se solde par 17 personnes disparues, plus de 50 manifestations réprimées avec violence au niveau national, des crimes haineux et des féminicides, selon le Comité des familles de détenu-e-s-disparu-e-s au

Honduras, COFADEH, qui a produit trois rapports sur la situation pendant le confinement.

Ces victimes de disparitions forcées étaient majoritairement jeunes et leurs attaquants presque systématiquement décrits comme des hommes armés, à bord de véhicules tout-terrain, habillés en militaire ou en policier. Les couvre-feux imposant l'isolement absolu de la population ont toutefois permis à ces derniers de se déplacer en toute liberté et ont rompu plusieurs réseaux de sécurité communautaire. Notons néanmoins que ces restrictions de mouvement ont quelque peu été assouplies en novembre en raison de la pression des secteurs privés et de la situation d'urgence résultant de l'énorme dévastation causée par les ouragans Eta et Iota, dont les impacts perdurent encore aujourd'hui. Cependant, la situation demeure des plus difficiles pour les défenseur-e-s des droits au Honduras. Leurs témoignages parlent d'eux-mêmes.

Miriam Miranda : « L'État a militarisé la rue pour nous enfermer et nous attaquer »

Miriam Miranda, qui préside l'OFRANEH, affirme que la première conséquence de cette distanciation « sociale » préventive imposée au nom de la COVID-19 est qu'elle n'a pu accompagner son peuple victime d'abus, isolé et sans accès à la protec-

Félix Molina est journaliste, activiste social, défenseur des droits humains et co-fondateur d'organisations pour la liberté d'expression et le droit à la communication. Diplômé en journalisme à l'Université Nationale du Honduras (1989), il est présentement étudiant de coopération et solidarité internationales à l'Université de Montréal. D'origine hondurienne, il est réfugié politique depuis 2016 au Canada.



Miriam Miranda

Photographie par Giorgio Trucci / Rel Uita

tion des institutions publiques. Le peuple garifuna a été la cible d'attaques directes de la part d'individus et de groupes puissants qui envahissent leurs territoires et leurs plages afin d'imposer des investissements touristiques servant généralement de façade pour les opérations de blanchissement d'argent du crime organisé.

« Au cours de cette pandémie, nous avons perdu le camarade Antonio Bernárdez de la communauté de Punta Piedra, non pas à cause de la COVID, il a été tué après avoir été kidnappé par des hommes armés. Nous avons également perdu Edwin Fernández à Río Tinto, dans la municipalité de Tela, Atlántida, après qu'il ait fini son tour de garde à l'entrée de la communauté.

Le confinement ne nous protège pas, nous sommes plus que jamais en danger parce que la mobilité totale est réservée aux militaires, à la police et aux groupes particuliers qui leur sont associés. C'est dans ce contexte que, le 18 juillet dernier, cinq camarades de la communauté de Triunfo de la Cruz sont disparus lorsqu'ils ont été emmenés par des hommes armés en uniforme rattachés au département responsable des enquêtes policières².

Cinq ans se sont écoulés depuis que l'État a été condamné par la Cour interaméricaine des droits humains en 2015, qui a ordonné la réhabilitation juridique des terres et des territoires au profit du peuple garifuna. Mais l'État ne respecte pas les termes de cette décision. De plus, en faisant disparaître cinq camarades, il se dissocie non seulement de sa responsabilité institutionnelle, mais les disqualifie aussi en les associant au crime organisé, sans enquêtes de procédure. Sneider Centeno³ est le président de la communauté Triunfo de la Cruz, actif dans le plaidoyer public pour le respect de la résolution de la CIDH⁴.

L'État est responsable de ces cinq disparitions. Ses déclarations et ses rapports ne répondent pas à la réalité ; ils répondent à sa logique de déformer notre lutte, d'ignorer la sentence, de retarder les obligations internationales et de construire l'impunité. L'État est responsable ».

Tocoa, Colón : les mines sont restées ouvertes

Le mandat communautaire, issu de la déclaration de « municipalité libre d'exploitation minière », adoptée en fin novembre 2019, n'a pas été respecté

À Tegucigalpa, la capitale du Honduras, le bilan de l'année de la COVID-19 se solde par 17 personnes disparues, plus de 50 manifestations réprimées avec violence au niveau national, des crimes haineux et des féminicides, selon le Comité des familles de personnes détenues-disparues au Honduras, COFADEH, qui a produit trois rapports sur la situation pendant le confinement.



Campement de Guapinol en défense de la montagne « Carlos Escaleras », à Tocoa, Colón
 Photographie par Juan López, décembre 2019

par la municipalité de Tocoa, Colón, pour motif, sans conteste politique, que cet accord n'inclut pas les concessions accordées avant l'adoption de ladite déclaration. Par conséquent, les agences de promotion minière de l'État, Ingeomin, Mi Ambiente et la municipalité elle-même, ainsi que l'entreprise minière de Lenir Perez, Inversiones Pinares, ont poursuivi leurs activités malgré les restrictions de circulation.

Juan López, l'un des porte-parole de la cause sociale dans cette municipalité, explique que l'enfermement imposé s'applique à la population, mais pas aux entreprises. « Le régime aurait dû tout suspendre, mais il n'a fait que limiter le peuple ».

De son côté, Adilia Castro, du Comité pour la défense des biens communs et publics de Tocoa, conclut que toutes les mesures imposées pendant la pandémie constituaient dans les faits une stratégie pour faciliter l'avancée des entreprises extractives.

« Nous n'avons pas pu faire avancer le dossier des poursuites contre la minière Pinares ni la libération des camarades qui sont toujours

privés de liberté à Olanchito et La Ceiba. Ce confinement a rendu difficiles leur défense et leur accompagnement, mais la proximité de la solidarité internationale nous permet de garder espoir », résume-t-elle.

Bertha Oliva : « Nous avons revécu le coup d'État »

Bertha Oliva, coordonnatrice générale du Comité des familles de personnes détenues-disparues au Honduras, dont le siège est à Tegucigalpa, nous a également fait part de ses réflexions sur les défis particuliers auxquels est confrontée la communauté des défenseur-e-s des droits humains en pleine crise sanitaire :

« La pandémie nous a obligé-e-s à fermer notre bureau face à un ennemi biologique inconnu et face à une dictature connue, mais tout aussi mortelle. Il n'est pas facile d'être enfermée à la maison et de transformer son domicile en lieu de travail, mais nous avons continué à faire entendre notre voix sept jours sur sept. Comment pouvons-nous remplir d'ici l'engagement de surveiller un pays militarisé ?

Nous insistons auprès de l'équipe sur la saine conciliation travail-vie privée, mais c'est une lutte perdue d'avance. Dans cette nouvelle normalité, il y a des gens qui nous demandent de l'aide à toute heure du jour et de la nuit. Et nous devons documenter ces situations et informer la population. C'est un pays en situation d'urgence.

La quarantaine sociale imposée nous a cependant également démontré la détermination d'un peuple appauvri qui, parce que son économie est précaire, lutte au jour le jour pour survivre, devant ainsi sortir pour gagner sa vie et faire face aux militaires et aux policiers qui exercent de la violence verbale, physique et psychologique. Nous avons documenté plus de 50 manifestations réprimées pendant cette période.

Pour l'instant, il n'existe pas de politique d'État visant à lutter contre les faiblesses économiques et éducatives et à sensibiliser le public dans ce contexte de chômage massif, de catastrophes environnementales et d'insécurité. Ce que nous avons vu, c'est une vocation pour la fraude : 300 millions de dollars ont été volés. Le système de santé n'a pas été renforcé, la stigmatisation n'a pas cessé, et les gens vivent dans l'incertitude.

En bref, il n'est pas facile d'orienter le débat public sur « Zoom ». C'est la nouvelle ère du télétravail au milieu d'une guerre pour le pouvoir et avec plus d'un demi-million de personnes dont les maisons sont inondées.

La pandémie n'est pas un ouragan qui passera en décembre 2020 ou qui se terminera en 2021 avec les vaccins de l'OMS. Les choses vont continuer à changer.

Le régime tente de prendre le contrôle de l'opinion publique, s'accroche aux militaires, mais ne contrôle pas la population



Bertha Oliva

Photographie par Giorgio Trucci / Rel Uita

mécontente des fraudeurs qui sont responsables de la mort de plus de 3 000 personnes dans un système de santé déficitaire touché par la COVID et par le manque d'équipement pour répondre aux désastres naturels causés par les ouragans Eta et Iota.

Le mécontentement s'accroît. Il s'agit d'une situation au potentiel explosif alimentée par un discours public fallacieux et manipulateur, qui dépeint un tout autre pays et sert l'enrichissement de l'élite. Et c'est dangereux. C'est une

vague géante qui va bientôt nous submerger avec son lot de nouvelles violations. Et nous l'attendons de pied ferme ».

Voici en résumé une image du Honduras bien distincte de celle véhiculée sur les cartes postales touristiques. Une dure réalité, racontée par trois femmes audacieuses qui résistent à la violence de l'État à partir de leurs communautés respectives. Si le récit officiel du régime dépeint des paysages de récifs coralliens et des scènes idylliques de paix et de solidarité sociale, ces leaders sociales dénoncent au

contraire les disparitions forcées pendant la pandémie, la criminalisation des défenseur-e-s de l'environnement et la militarisation des territoires. Leurs voix puissantes parviennent à briser le confinement d'un pays qui souffre de trois pandémies : la COVID-19, la corruption endémique et les inondations exacerbées par un modèle de production irresponsable et destructeur de la planète.

Notes

1 L'Organisation fraternelle noire du Honduras, OFRANEH, a été créée en 1978 en tant que Fédération du peuple Garifuna du Honduras, engagée dans la défense de ses droits culturels et territoriaux, dans le but de parvenir à la survie en tant que culture distincte.

2 Voir : Amnistie internationale. « Honduras. Le gouvernement doit retrouver les disparus garifunas et garantir la protection de la communauté de Triunfo de la Cruz », en ligne : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/07/gobierno-de-honduras-debe-encontrar-garifunas-desaparecidos-y-garantizar-proteccion-a-la-comunidad/>

3 Les personnes qui ont été disparues le 18 juillet sont le président du conseil communautaire de El Triunfo de la Cruz, Snider Centeno Thomas ; Suami Aparicio García Mejía ; Gerardo Misael Troches Calix ; Milton Joel Martínez Álvarez et un ami proche de la communauté nommé Junior Rafael Juárez Mejía.

4 Le 8 octobre dernier, la CIDH a rappelé le cinquième anniversaire de sa sentence concernant les communautés de Triunfo de la Cruz et Punta Piedra. L'État a été condamné pour violation du droit à la propriété collective de ces communautés et violation du droit à une consultation libre, préalable et informée.